



## Commune de Hauteville

### Règlement des finances (RFin)

---

*L'assemblée communale*

Vu la loi sur les finances communales (LFCo) du 22 mars 2018 (RSF 140.6) ;  
Vu l'ordonnance sur les finances communales (OFCo) du 14 octobre 2019 (RSF 140.61),

*Adopte :*

#### **Art. 1** But

Le présent règlement a pour but de définir les paramètres importants régissant les finances communales, en complément à la législation cantonale en la matière.

#### **Art. 2** Impôts (art. 64 LFCo)

L'assemblée communale / le conseil général fixe les coefficients et les taux des impôts par décision distincte.

#### **Art. 3** Limite d'activation des investissements (art. 42 LFCo, art. 22 OFCo)

Les investissements sont activés à partir d'un montant de 2'000.- francs. Les investissements n'atteignant pas ce seuil sont portés au compte de résultats.

#### **Art. 4** Comptes de régularisation (art. 13 et 40 al. 1 let. b LFCo)

<sup>1</sup> Le seuil à partir duquel un actif ou un passif de régularisation doit être opéré est fixé à 2'000.- francs.

<sup>2</sup> Les actifs ou passifs de régularisation, déterminés chaque année en raison d'une date d'échéance autre que le 31 décembre et dont les montants sont réguliers, ne sont pas comptabilisés.

#### **Art. 5** Compétences financières du conseil communal (art. 67 al. 2, 1<sup>e</sup> phr. LFCo)

##### a) Dépense nouvelle (art. 33 al. 1 let. a OFCo)

<sup>1</sup> Sous réserve de couverture suffisante par un crédit budgétaire, le conseil communal est compétent pour engager une dépense nouvelle ne dépassant pas 10'000.- francs. L'article 9 est réservé.

<sup>2</sup> Pour les dépenses périodiques, la durée prévisible totale de l'engagement est prise en compte. A défaut de précision temporelle, une durée de dix ans fait foi.

##### b) Dépense liée (art. 73 al. 2 let. e LFCo)

<sup>1</sup> Le conseil communal est compétent pour décider les dépenses liées.

<sup>2</sup> Lorsque le montant d'une telle dépense dépasse la compétence financière fixée à l'article 5 du présent règlement, la commission financière en préavise le caractère nouveau ou lié (art. 72 al. 3 LFCo).

**Art. 7** c) Crédit additionnel (art. 33 LFCo, art. 33 OFCo)

<sup>1</sup> Le conseil communal est compétent pour décider un crédit additionnel pour autant que ce dernier ne dépasse pas 30 % du crédit d'engagement concerné et à condition que le montant du crédit additionnel soit au maximum de 10'000.- francs.

<sup>2</sup> Si le crédit additionnel dépasse le seuil fixé à l'alinéa 1, le conseil communal doit sans délai demander un crédit additionnel avant de procéder à un autre engagement. L'article 6 al. 2 du présent règlement s'applique par analogie.

**Art. 8** d) Crédit supplémentaire (art. 36 al. 3 LFCo, art. 33 OFCo)

<sup>1</sup> Le conseil communal est compétent pour décider un crédit supplémentaire pour autant que ce dernier ne dépasse pas 30 % du crédit budgétaire concerné et à condition que le montant du crédit supplémentaire soit au maximum de 10'000.- francs.

<sup>2</sup> Toutefois, le conseil communal est compétent pour décider un dépassement de crédit lorsque l'engagement d'une charge ou d'une dépense ne peut être ajourné sans avoir de conséquences néfastes pour la commune ou lorsqu'il s'agit d'une dépense liée. L'article 6 al. 2 du présent règlement s'applique par analogie.

<sup>3</sup> En outre, les dépassements de crédits sont autorisés en cas de charges ou de dépenses lorsque celles-ci sont compensées par les revenus ou les recettes afférents au même objet dans le même exercice.

<sup>4</sup> Le conseil communal établit une liste motivée de tous les objets dont le dépassement excède les limites fixées à l'alinéa 1 et les soumet globalement à l'assemblée communale ou au conseil général pour approbation, au plus tard lors de la présentation des comptes. Les crédits supplémentaires de minime importance inférieure à 5000 francs peuvent ne pas être listés.

**Art. 9** Autres compétences décisionnelles du conseil communal (art. 67 al. 2, 2<sup>e</sup> phr. LFCo, art. 100 LCo)

<sup>1</sup> Le conseil communal dispose de la compétence décisionnelle dans les domaines et les limites suivantes :

- a) l'achat, la vente, l'échange, la donation ou le partage d'immeubles, la constitution de droits réels limités et toute autre opération permettant d'atteindre un but économique analogue à celui d'une acquisition ou d'une aliénation d'immeubles ;
- b) la délégation de tâches à un tiers entraînant des dépenses nouvelles ;
- c) les conventions liant la commune à un tiers et entraînant des dépenses nouvelles ;
- d) les cautionnements et autres garanties ;
- e) les prêts et les participations qui ne répondent pas aux conditions usuelles de sécurité et de rendement ;
- f) l'acceptation d'une donation avec charge ou d'un legs avec charge.

<sup>2</sup> Les compétences selon l'alinéa 1 sont limitées à un montant de CHF 10'000.- par affaire.

<sup>3</sup> Lors de chaque vente d'immeuble, le conseil communal choisit le mode de vente le plus adapté.

**Art. 10** Contrôle des engagements (art. 32 LFCo)

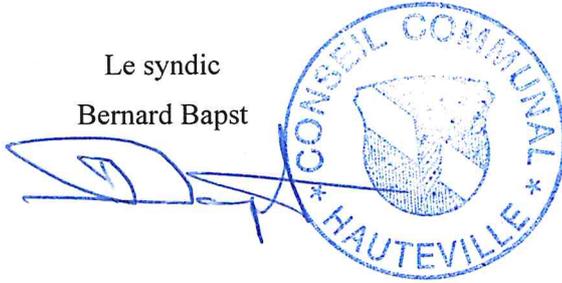
Le conseil communal tient le contrôle des engagements contractés, des crédits utilisés et des paiements effectués ainsi que, le cas échéant, de la répartition des crédits-cadres entre les projets individuels.

**Art.11** Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2021, sous réserve de son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Adopté par l'assemblée communale le 19 avril 2021

Le syndic  
Bernard Bapst



La secrétaire  
Fabienne Pharisa

A blue ink signature of Fabienne Pharisa.

Approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le 26 MAI 2021

A blue ink signature of Didier Castella.

Didier Castella  
Conseiller d'Etat, Directeur

